

m'ont frappé vivement ; je n'ai pu m'empêcher de faire le raisonnement suivant : Quoi ! l'on s'occupe tant de l'agriculture et l'on ne peut trouver dans nos écoles de la province que quelques titulaires d'écoles primaires qui puissent enseigner d'une manière convenable l'agriculture. C'est vraiment singulier ; ne devrait-on pas alors s'occuper un peu plus de l'enseignement en général ; car après tout, le succès de l'agriculture chez une nation dépend en grande partie du niveau de l'éducation et de l'instruction chez cette nation. Commencez par faire aimer sincèrement l'agriculture au jeune enfant à l'école, et vous en ferez un vrai cultivateur, la chose est évidente. L'on dit sur tous les tons : " Le cultivateur, s'il veut réussir, doit cultiver avec intelligence et science. S'il n'a pas acquis les premiers éléments de la science à l'école, si dès ses premières années on n'a pas développé chez lui un certain goût pour l'étude, comment pourrait-il plus tard cultiver avec intelligence et science ? "

" Nous voulons une agriculture prospère dans la province, commençons par la base, commençons par avoir de bonnes écoles primaires, que nos gouvernants ne négligent rien pour arriver à ce but. C'est le point important, ne l'oublions pas. "

Bravo ! Celui qui a écrit les lignes qui précèdent mérite les félicitations des personnes sensées. " Commençons par avoir de bonnes écoles primaires, que nos gouvernants ne négligent rien pour arriver à ce but. "

Toute la question de la réforme de l'enseignement est dans ces deux lignes. Les discours échevelés, les articles de journaux exagérés ne serviront à rien. Commençons par le commencement. Si on veut sérieusement faire avancer la cause de l'agriculture dans notre province, il faut de toute nécessité confier l'éducation de nos garçons à des hommes. Actuellement, les sept huitièmes des titulaires de nos écoles sont des jeunes filles instruites et dévouées, c'est vrai, mais impropres à former une génération de cultivateurs parfaitement instruits de leurs devoirs professionnels et civiques. Ce qu'il

faut à la jeunesse vigoureuse et intelligente de nos campagnes, ce sont des instituteurs dans toute la force du mot, des hommes instruits à la seule fin d'enseigner. Nos écoles normales en fournissent un certain nombre, chaque année, de ces instituteurs : au gouvernement de terminer l'œuvre commencée par ces maisons en se faisant un devoir de placer avantageusement les élèves-maîtres.

Abolissons les écoles mixtes : que les écoles de garçons soient dirigées par des instituteurs, les écoles de filles par des institutrices. Prenons les moyens de payer raisonnablement ceux qui se dévouent à l'éducation de l'enfance et de la jeunesse. Parlons moins à tort et à travers, rendons-nous compte de notre système d'enseignement primaire, voyons ce qu'il contient de bon et complétons-le au plus tôt.

" Ne serait-il pas à propos de donner, officiellement, à chaque degré de l'enseignement, un représentant au Conseil de l'instruction publique ? L'enseignement élémentaire, l'enseignement moyen et l'enseignement supérieur, représentés par des gens du métier, y gagneraient, croyons-nous. Ce n'est pas qu'il faille enseigner pour être homme au fait de l'éducation, mais il est utile que quelques-uns des lutteurs du jour soient là, pour renseigner au besoin. "

Les lignes ci-dessus sont tirées du *Bon Combat* de Joliette.

Nous avons sous les yeux le *bulletin d'inspection* que M. M. les inspecteurs d'écoles sont obligés de transmettre lorsque la visite des écoles d'une municipalité est terminée. Peu de personnes se forment une idée juste de la somme de renseignements que les inspecteurs d'écoles ont à fournir à l'honorable surintendant de l'Instruction publique sur chaque école de leur district d'inspection. La charge d'inspecteurs d'écoles est loin d'être